

sont de mon avis. Nous n'accepterons pas non plus cette tentative de destruction de notre patrimoine britannique. Comment le premier ministre peut-il croire qu'il peut maintenir l'unité canadienne en cherchant à apaiser par des concessions une province, éveillant ainsi l'antagonisme des autres? Tous les étudiants en histoire connaissent les résultats des politiques d'apaisement. Du Danegeld—ou impôt danois—à Munich, l'apaisement n'a jamais réussi. Il ne réussira pas plus maintenant.

Or, monsieur l'Orateur, la Chambre est saisie d'un amendement visant à tenir un référendum national sur la question du drapeau. Cela permettrait à tout Canadien ayant l'âge de voter d'exprimer son opinion.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre, s'il vous plaît! La présidence a bien du mal à entendre l'honorable député qui a la parole, à cause des conversations qui se poursuivent de l'autre côté de l'allée centrale.

**M. MacRae:** Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Le gouvernement actuel a-t-il été élu uniquement parce qu'il a promis de doter le Canada d'un drapeau à trois feuilles d'érable? Je dirais que non. La chose n'a jamais été mentionnée dans ma circonscription, celle de York-Sunbury. Il semble qu'on en ait parlé seulement dans les circonscriptions où l'on a pensé que cela ferait gagner quelques votes. Il y a bien des éléments qui concourent à l'élection d'un parti politique. De plus, nous ne devons pas oublier que le gouvernement actuel n'est pas majoritaire en cette enceinte: il est en minorité. Il n'existe que grâce à l'accord tacite des petits partis, qui sont pour la plupart comme la mule: sans ancêtres dont ils puissent s'enorgueillir et sans espoir de postérité.

Des élections fédérales devront avoir lieu au cours des quatre prochaines années. On pourrait alors tenir un référendum à très peu de frais pour le Trésor fédéral. En outre, cela allouerait une période pendant laquelle les émotions et les sentiments pourraient se refroidir. Le premier ministre n'aurait pas ainsi à imposer son modèle personnel aux Canadiens qui, pour la plupart, ne semblent pas en vouloir. Voilà une façon sensée et pratique d'éviter un geste qui n'aurait pour effet que de diviser davantage notre pays.

Une bonne partie du travail du Parlement demeure encore à faire. Le régime de pension du Canada n'en est qu'au stade préparatoire. On n'a rien fait en vue de fournir les 10,000 bourses universitaires qu'on a promises. On n'a pas encore rempli cette promesse. On a fait très peu, sinon rien du tout, pour l'agriculture de l'Est. Toutes ces questions urgentes et beaucoup d'autres attendent d'être étudiées par le Parlement.

Je demande au premier ministre et à ses conseillers, particulièrement ceux de l'Ontario, des provinces Maritimes et de la Colombie-Britannique, de faire preuve de bon sens à cet égard, afin de sauver et non de détruire le pays, afin que le Canada demeure le grand pays qu'il est devenu au cours des deux derniers siècles et que nos enfants et les générations à venir puissent jouir du merveilleux avenir qui s'offre à eux.

**M. Heber E. Smith (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, ces dernières semaines, les journaux, la radio, la télévision et nos amis quasi silencieux d'en face n'ont cessé de nous rappeler que nous devrions mettre fin sans plus tarder au débat sur le drapeau pour adopter le pavillon de M. Pearson comme drapeau national. Appelez cela comme vous voudrez, mais il me semble que c'est vouloir imposer le bâillon par la voie de l'opinion publique ou par la voie des relations extérieures.

Mes collègues de la province de Québec et leurs concitoyens ont toute ma sympathie; j'espère pouvoir comprendre leur attitude. Mais à tous ces zélés et à tous ceux qui pensent que l'adoption rapide de ce projet de résolution rectifierait instantanément tous les torts imaginaires du passé je dis: écoutez un peu plus longtemps et vous apprendrez quelque chose.

Il est vrai que, dans le passé, le reste du Canada ne s'est pas intéressé au Québec, mais je pense aussi que nous avons surtout péché par omission. Tant que la population du Québec nous semblait satisfaire d'être plus ou moins employée à couper le bois et à puiser l'eau et tant qu'elle n'imposait pas un trop lourd fardeau économique sur le reste de la population du Canada, nous la laissions à son sort. Toutefois, aujourd'hui, elle se lance avec vigueur dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle qui connaît un grand essor industriel et nous ne saurions la laisser à son sort plus longtemps.

Bon nombre de ceux qui, ailleurs au Canada, appuient vigoureusement le nouveau drapeau, agissent ainsi parce qu'ils croient à tort que cela va calmer les aspirations économiques du Québec. Ils ne pourraient se méprendre davantage. La controverse au sujet du drapeau n'est que l'indice de problèmes bien plus graves et plus profonds. J'estime, cependant, qu'il y a avantage pour le reste du Canada d'étudier le problème. Le droit civil, la religion et le régime d'enseignement du Québec ont été soigneusement protégés par notre constitution, et ce n'est pas le reste du Canada, mais le Québec et ses habitants qui doivent assumer la responsabilité du bon usage ou de l'abus que cette province a fait de cette protection.